

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 2 au 8 avril 2016

Rappel, la semaine dernière : Révision constitutionnelle, Menace terroriste, Campagne antiraciste, Loi Travail, Attentats de Bruxelles, Arrestation de Salah Abdeslam, Elections au Congo-Brazzaville ...

Menace terroriste : modéré, en baisse

Le suivi de l'enquête bruxelloise maintient l'attention, sans la relancer. Près de la moitié des correspondants questionnent les effectifs et le déploiement des forces de sécurité. En parallèle des 25% de messages d'encouragement et de soutien à la politique de lutte antiterroriste, **la sécurisation de nos centrales nucléaires** préoccupe plus particulièrement 15% des intervenants. Le passage de drones non autorisés à survoler ces sites participent notamment aux interrogations sur leur vulnérabilité : « *je crois inconcevable que nos centrales nucléaires n'aient pas une protection anti-aérienne* » ; « *pourquoi ne pas transférer progressivement les bases des militaires sur et autour des sites nucléaires pour assurer la sécurité ?* ».

Loi Travail : modéré en légère hausse

Après une baisse importante la semaine dernière, **le sujet est à nouveau un peu plus commenté** mais le flux reste modéré. Les arguments ne bougent toujours pas. Les 3/4 sont opposés à la loi : « *ça entraînera beaucoup plus de chômage vu que les patrons pourront faire à leur guise en licenciant les gens qui refuseront de travailler 10 ou 12h, une loi qui nous ferait travailler comme des esclaves* ».

Plus visibles que la semaine dernière, les « pro-réforme » (1/4 des intervenants) regrettent « les reculs » et la trop grande place accordée selon eux aux organisations étudiantes : « *vous semblez reculer sur tous les fronts. Alors pourquoi ne pas avoir du courage et finir cette réforme ?* ».

La question des violences policières lors des manifestations étudiantes a provoqué en outre quelques réactions très partagées, les uns fustigeant l'attitude des forces de l'ordre : « *Lamentable que nos enfants qui manifestent pour leurs droits soient matraqués gratuitement par les CRS !* » les autres volant au secours du policier incriminé face aux « *jeunes casseurs* ».

Evasion fiscale – « Panama papers » : modéré

Un tiers demandent au Président de la République « d'user de tous ses pouvoirs » pour que les enquêtes aboutissent et condamnent ces « traîtres » à de « lourdes sanctions ». Un quart font part d'un sentiment « *d'écœurement* » à l'encontre des personnalités politiques citées dans l'enquête : « *comment faire confiance à la politique et à nos dirigeants ? Je suis effaré et dégoûté* » ; « *encore Cahuzac et Balkany ? Mais virez-les de la vie politique !* ».

A cette occasion, 17% des requérants interrogent le Chef de l'Etat sur le statut des lanceurs d'alerte, dont 2 citent le cas de Stéphanie Giraud, ancienne cadre chez UBS : « *Il faut les protéger et les aider afin d'inciter d'autres personnes à agir* ».

A noter parmi les autres réactions, **quelques messages regrettant que le scandale ait été mis au jour par des journalistes et non par les services de l'Etat** (« *ce n'est pas à des journalistes de vérifier si tout le monde paie ses impôts ! On se demande à quoi sert le service de lutte anti-fraude !* »), un sympathisant FN dénonçant « *l'acharnement* » des médias et de la classe politique envers ce parti. Enfin, un correspondant ironise sur les propos de Michel Sapin dans l'émission *Cash Investigations* : « *Le Ministre affirme ne pas savoir que le Panama est un paradis fiscal ? Permettez-moi d'en douter...* ».

Abattoir de Mauléon : modéré mais constant

Les réactions choquées aux actes de cruauté à l'encontre d'animaux dans les abattoirs ne faiblissent pas. Au-delà de l'indignation unanime (« *les animaux sont martyrisés dans l'indifférence générale* ») un doute plus profond s'élève sur le caractère systématique de « *ces actes de barbarie* » au sein de la filière viande qualifiée d'« *industrie de la cruauté* » : « *on peut raisonnablement penser que ces 3 abattoirs ne sont que la partie émergée de l'iceberg* ». Alors que les correspondants demandent des mesures renforçant les dispositifs d'inspection, de contrôle et des sanctions effectives, la position de Stéphane Le Foll est décriée : « *je suis vraiment désolée qu'il ait refusé des caméras de surveillance ou des agents de contrôle. Changez de ministre de l'agriculture* ».

Campagne « Tous unis contre la haine » : modéré et en baisse

Les réactions sont plus modérées que précédemment. Néanmoins, les critiques restent vives en particulier contre l'absence de référence au racisme « *anti-blanc* » ou « *anti-chrétien* ». A noter qu'un tiers de ces correspondants ont tenu à témoigner d'agressions personnellement subies en raison de leurs origines ou de leur confession : « *Les blancs ou Français de souche comme certains les appellent se sentent menacés, injuriés et oui, sont victimes de racisme quotidiennement* ». Les autres courriers assurent que cette initiative pour prévenir le racisme et la fracture sociale ne ferait à l'inverse que l'entretenir : « *comme beaucoup de Français, je m'insurge contre vos actions qui consistent à nous opposer les uns aux autres* ».

Clôture du débat sur la révision constitutionnelle : faible, en nette baisse

Les réactions s'essouffent. Très politiques, plus de la moitié des correspondants accusent les parlementaires de s'être « *discrédités à l'occasion du débat sur la déchéance de nationalité* ». Les 20% de sympathisants déçus, moins sévères et plus analytiques, axent leurs réflexions sur la capacité du Chef de l'Etat à rassembler sa majorité : « *Je regrette que les choix politiques et économiques que vous avez faits ne fussent pas compris, acceptés par la gauche. Nous nous sommes sabordés sans l'aide de la droite* ». Enfin, une seule personne se dit satisfaite de l'abandon de la réforme tandis qu'une autre s'inquiète de ses conséquences sur la sécurité nationale.

Elections au Congo-Brazzaville : fort, en hausse

51 personnes ont alerté sur la « *situation délicate* » des Congolais. Les propos des intervenants restent inchangés : les « *appels au secours* » adressés au Chef de l'Etat représentent 61% des courriers (« *Le peuple congolais étouffe, il faut intervenir!* ») tandis que 37% sont des accusations d'inaction pour raisons économiques : « *J'ai applaudi votre discours au Sénégal mais désormais je pleure... tout ça à cause du pétrole* ». **A noter que le mot « génocide » est utilisé à une dizaine de reprises** : « *il ne faut pas se voiler la face, c'est un génocide* » ; « *un nouveau génocide à venir en Afrique, direz-vous demain que vous ne saviez pas?* ».

Interview de Laurence ROSSIGNOL : faible mais constant

Au-delà de l'effarement suscité par les propos de la ministre, qualifiés de « *misogynes* » et d'« *islamophobes* » dans la grande majorité des courriers sur le sujet, deux correspondantes portant le voile ont préféré dénoncer les amalgames perçus à travers cette interview : « *Je suis choqué par vos propos. Je ne saurai me faire accuser d'être l'idiot utile de l'islam politique ou d'un quelconque conformisme puritain sévissant dans les banlieues françaises* ».

Rassemblements « Nuit debout » : faible pour le moment

Deux courriers seulement se concentrent sur ce mouvement, et témoignent d'interprétations divergentes sur le sens politique à lui donner. Pour le premier correspondant, ces rassemblements expriment davantage une « *soif de renouvellement démocratique* » et une « *volonté de la jeunesse de prendre sa place dans le monde* » qu'une opposition au Chef de l'Etat ou à la politique menée. Pour le second, à l'inverse, la naissance et le développement de ces réunions trouve sa source dans les mobilisations contre la loi El Khomri et les déceptions des sympathisants de gauche.

A noter cependant que **des références à ce mouvement au détour d'une phrase dans les courriers plus généraux commencent à se voir.**

Contre le passage à la TNT : 4

Changement d'heure : 4

Lancement par Emmanuel Macron du mouvement politique « En Marche » : 2